

BREXIT. Six députés invitent l'archevêque de Canterbury à présider une convention citoyenne en vue de la sortie de l'UE.

Pour retrouver une unité

I faut urgemment réunifier notre pays. » C'est avec cet impératif que six députés ont commencé une lettre envoyée à l'archevêque de Canterbury, Justin Welby, le 27 août dernier. Ils proposent au primat anglican de prendre les rênes d'une convention citoyenne qui étudierait le Brexit. « *Compte tenu de la polarisation des débats au Royaume-Uni et au Parlement, nous estimons qu'un forum des citoyens permettrait de réfléchir à comment soigner les divisions qui sont apparues dans le pays depuis le Brexit.* »

Des citoyens à la tâche

Alors qu'en cette fin d'été, l'exécutif et le Parlement sont en profond désaccord sur la nécessité de sortir de l'Union européenne « à tout prix », comme l'a dit le Premier ministre le 31 août, ces élus invitent les Britanniques à étudier un problème que les politiques n'ont pas su régler. Ils proposent de sélectionner « un échantillon représentatif de l'électorat, composé de pro et anti-Brexit, et de personnes d'origines et de régions diverses ».

Le jour même, Justin Welby a répondu : « *C'est un honneur inattendu que d'être appelé à présider ce forum des citoyens. Dans le passé, ce genre d'assemblée a ouvert la voie à de prudentes délibérations.* » Le chef de l'Église anglicane s'est dit « ouvert sur le principe – tant que le but de ce forum n'est pas d'arrêter ou de retarder le Brexit ».

Le calendrier proposé par les députés est cependant serré. Ils suggèrent un premier rassemblement avant le 31 octobre, date prévue pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. « *Mais nous envisageons d'autres sessions après* », peut-on lire.

Un complément à la démocratie

L'exemple irlandais sur le droit à l'IVG, auquel les élus se réfèrent dans leur lettre, a bénéficié d'un sens plus long : la convention citoyenne s'est réunie pendant cinq week-ends sur six mois, entre novembre 2016 et avril 2017. Les 100 personnes choisies ont eu accès à de la documentation, à des témoignages d'experts et à des messages du public. À la fin de ce processus, la convention a estimé, de façon surprenante, que le pays était en faveur de la légalisation sur l'avortement. Sa recommandation a été transmise au Parlement, qui a proposé la tenue d'un référendum. En mai dernier, 66 % des Irlandais ont en effet voté pour changer la constitution.

Les députés britanniques espèrent un résultat aussi clair sur le Brexit. Les eurosceptiques sont les moins enthousiastes. « *Il n'y a aucune excuse pour discréditer nos institutions*, a estimé Steve Baker, un député conservateur parmi les plus radicaux. *Le Parlement est l'assemblée du peuple.* » Une critique que les six élus – dont un a fait campagne pour la sortie de l'UE – avaient prévue dans leur lettre. « *Un forum des citoyens n'est pas une alternative au Parlement [...]. Mais il pourrait compléter notre démocratie parlementaire à un moment où le Parlement éprouve des difficultés à trouver une solution et où la méfiance envers les politiques s'est intensifiée.* » ■

MARIE BILLON

CORRESPONDANCE DE LONDRES

HONG KONG. La mobilisation d'une large part de la population se poursuit dans l'ancienne colonie. Parmi les manifestants, de très nombreux chrétiens.

Démocratie à tout prix

QUESTIONS À

Antonin Ficatier
pasteur, récemment nommé dans une paroisse en Angleterre après avoir passé trois ans à Hong Kong

Les chrétiens sont-ils très impliqués dans les manifestations ?

Les églises internationales, dont je faisais partie, s'imposent une sorte de censure de crainte de ne pas voir leur agrément renouvelé. En effet, depuis deux ans, la situation des églises internationales en Chine s'est beaucoup détériorée. Cette tension se propage jusqu'à Hong Kong. Par ailleurs, la plupart des membres des églises change d'année en année. C'est trop court pour s'investir.

En revanche, les églises locales sont très engagées. À Hong Kong, il est de notoriété publique que le pasteur d'une grande église méthodiste, par exemple, est très impliqué politiquement.

Pourtant, les églises locales ne risquent-elles pas, elles aussi, de perdre leur agrément ?

C'est possible, mais les églises locales s'investissent pour leur ville. Dans les milieux modestes règne comme un sentiment de désespoir car les citoyens n'ont pas d'autre horizon que celui de Hong Kong. Ils ont le sentiment d'être bloqués. J'ai pu le constater auprès de jeunes adultes qui ne peuvent pas émigrer.

Ce n'est pas le cas de ceux qui ont étudié dans différents pays étrangers et possèdent parfois plusieurs passeports. Cela leur donne un sentiment de sécurité : « *Si la situation tourne mal, on s'installera ailleurs.* »

Une réaction violente de la Chine est-elle possible, d'après vous ?

Une théorie consiste à dire qu'une intervention chinoise est impossible car elle serait trop frontale. Une sorte de guerre froide devrait donc continuer. En outre, la Chine a peut-être davantage intérêt à laisser les violences se poursuivre. Ainsi, la situation se dégraderait d'elle-même.

Or Pékin a toujours donné des signes, plus ou moins subtils, de sa présence dans la région. Par exemple en positionnant des chars à côté de Shenzhen, à la frontière. On peut donc considérer que la menace n'est jamais loin.

Qu'est-ce qui vous a frappé au cours des événements de ces derniers mois ?

D'abord, une moyenne d'âge très jeune. Ce sont principalement les étudiants et les jeunes adultes qui descendent dans



Les parapluies sont devenus l'emblème des manifestations hongkongaises

la rue. Carrie Lam, cheffe de l'exécutif, et d'autres avec elles, les traitent d'enfants gâtés. Je crois que cela s'explique par le grand écart générationnel qui les sépare des manifestants.

J'ai aussi observé une escalade très rapide de la violence. Hong Kong est pourtant réputée pour être une ville tranquille, où tout le monde se sent en sécurité. Ce n'est pas du tout dans la culture locale de protester ou d'être violent. Hong Kong, c'est plutôt la ville du travail, où personne n'a de temps pour rien d'autre.

D'autre part, j'ai pu remarquer dans les manifestations de nombreux drapeaux anglais, américains ou l'ancien drapeau du Commonwealth. Pour ma femme, qui est anglaise, cela a été un choc : les Hong-

kongais veulent-ils redevenir anglais ?!

Enfin, pour la première fois, j'ai assisté à une manifestation 2.0. L'influence des téléphones est incroyable ! Tout le monde poste des vidéos de ce qui se passe en direct depuis son portable. Une application a été spécialement ouverte pour les manifestations.

Les réseaux sociaux ont également joué un grand rôle. Les manifestants savaient exactement où trouver des stands de distribution d'eau ou de parapluies, par exemple. Le niveau d'organisation est vraiment remarquable.

J'ai l'impression que tout cela est loin d'être terminé et que personne ne peut prédire la suite. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR CLAIRE BERNOLE

Genèse du mouvement de protestation

Depuis le mois de juin, des manifestations de grande ampleur secouent Hong Kong. Deux millions de personnes sont dans la rue sur sept millions d'habitants. Principalement des jeunes, prêts à défendre jalousement l'indépendance du territoire (ancienne colonie britannique) vis-à-vis de la Chine. C'est le projet de loi d'extradition de toute personne considérée comme « fugitive » par Pékin qui a mis le feu aux poudres. Carrie Lam, cheffe de l'exécutif hongkongais, était d'abord prête à souscrire aux exigences chinoises. Sa décision a été suspendue mais non annulée.

De manière générale, les manifestants réclament davantage de démocratie, appelant à la grève, au boycott des cours ou bien encore en empêchant les métros de démarrer en bloquant les portes avec... des parapluies. Devenu l'objet emblématique du mouvement, il permet également de se protéger des gaz lacrymogènes lancés par les forces de l'ordre.

C. B.